



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 2555

Texte de la question

REPRISE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Sermier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Jean-Marie Sermier. Ma question s'adresse à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Nous avons débuté l'examen en commission du projet de loi de finances pour 2011. Ce budget traduit la nécessité de redresser nos finances publiques à l'heure de la reprise économique. C'est un budget juste, strict et moderniste, qui donne la priorité à l'emploi, à l'innovation et au soutien aux plus fragiles.

Les chiffres le montrent : notre stratégie économique nous permet de mieux résister à la crise que nos partenaires. Plus de deux ans après le discours de Toulon où le Président de la République avait pris des engagements forts devant les Français pour lutter contre la crise, un constat s'impose : tous les engagements ont été tenus ! (*Exclamations sur divers bancs des groupes SRC et GDR.*) Le Gouvernement a affronté la crise de façon méthodique, rapide et efficace : il a assuré le financement de l'économie grâce au plan bancaire et au dispositif de soutien au crédit ; il a mis en oeuvre un plan de relance basé sur l'investissement pour soutenir l'activité et préparer l'avenir ; il a pris des mesures massives pour protéger l'emploi des Français tout en soutenant le pouvoir d'achat des plus modestes.

Mais la crise n'est pas finie et continue à toucher de nombreux Français. Le soutien à la croissance et à l'emploi doit continuer, ainsi que la mise en oeuvre des réformes structurelles qui permettront à la France de sortir plus forte de la crise. Une économie de 100 milliards d'euros au cours des trois prochaines années : c'est tout l'objectif des réformes à venir !

Je salue la lucidité du Gouvernement de n'avoir pas cédé aux pressions socialistes visant à augmenter les prélèvements sociaux et les impôts, ce qui a permis de maintenir un haut niveau de consommation des ménages, gage d'une durabilité de la croissance.

Madame la ministre, pouvez-vous réaffirmer la détermination et l'engagement du Gouvernement dans la mise en oeuvre de réformes structurelles pour combattre cette crise économique et réformer notre pays qui en a tant besoin ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

M. François Rochebloine. Très bien !

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.
Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Monsieur Sermier, regardons d'abord les résultats de l'économie française : au deuxième trimestre 2010, la croissance est en hausse, à un rythme de 0,7 % ; les trois moteurs sont allumés - investissement des entreprises, consommation et exportations. Il faut aussi regarder l'évolution de l'emploi : depuis le début de cette année, l'économie française a créé 60 000 emplois nets. C'est très clairement le signe que notre pays est en sortie de crise. Regardons maintenant les prévisions : nous les avons révisées à la hausse pour l'année 2010 puisque nous sommes à plus 1,6 %, et nous avons révisé à la baisse le déficit public, prévu à 7,7 %. Voilà des résultats qui parlent d'eux-mêmes en montrant l'efficacité de la politique que nous avons mise en oeuvre au cours d'une période qui a été extrêmement difficile.

Quelle est la politique économique que nous mettons en oeuvre pour l'année 2011 ?

Premièrement, c'est une politique centrée sur l'emploi. Nous devons impérativement améliorer la formation

professionnelle et la situation des jeunes. Je mets en place avec Laurent Wauquiez des mécanismes qui permettent d'encourager en particulier les formations en alternance : 400 000 en 2009, et nous ferons mieux en 2010. Et puis nous mettons en oeuvre un suivi plus personnalisé au niveau de Pôle emploi.

Deuxièmement, c'est une politique favorable à la compétitivité des entreprises : investissements stratégiques et crédits impôt-recherche sont très clairement à l'oeuvre pour continuer à soutenir la compétitivité.

Dernier volet de notre politique et non des moindres : c'est la réduction des déficits publics. Il est impératif de réduire les déficits publics. Ce n'est pas un objectif accessoire. Il faut le faire non pas en augmentant les impôts comme l'opposition le préconiserait, mais en réduisant la dépense publique. Ainsi, il y aura un gel de la dépense de l'État pendant l'année 2011. C'est le budget que François Baroin et moi-même allons présenter à votre assemblée dans quelques jours. *(Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marie Sermier](#)

Circonscription : Jura (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2555

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 octobre 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 14 octobre 2010